



THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development | Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités



Note d'orientation N° 7 **Comblé le déficit de capacités:** domaines prioritaires pour le développement durable en Afrique **2024**



Elément Principal

Pour parvenir à un développement durable, les pays africains doivent combler les déficits de capacités qui entravent leur capacité à mettre en œuvre leurs objectifs de développement et à fournir des services de qualité à leurs citoyens. Cette note d'orientation identifie six domaines prioritaires pour le développement des capacités : le développement du capital humain, la bonne gouvernance, la mobilisation des finances et des ressources, le développement des infrastructures, le commerce et l'intégration régionale, l'environnement et le changement climatique. Elle fournit des recommandations pour renforcer les capacités dans chaque domaine et suggère des moyens de tirer parti des opportunités et des partenariats existants. La note souligne que ces défis sont liés et nécessitent une collaboration intersectorielle, une élaboration de politiques cohérentes et un engagement soutenu pour combler le déficit de capacités, permettant une mise en œuvre efficace des objectifs de développement et une meilleure prestation de services.

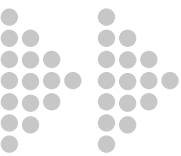


Le problème

Le parcours de développement de l'Afrique présente un tableau complexe, marqué à la fois par des avancées encourageantes et des défis persistants. Le continent a connu des taux de croissance économique impressionnants, l'Afrique subsaharienne ayant enregistré une croissance moyenne de 3,1 % du PIB en 2022, selon la Banque mondiale. Malgré des conditions économiques difficiles à l'échelle mondiale et régionale, quinze pays africains ont atteint des taux de croissance supérieurs à 5 %, selon les résultats macroéconomiques et perspectives 2024 de la Banque africaine de développement. En outre, les efforts de réduction de la pauvreté ont donné des résultats positifs, avec un certain nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 43 % en 2015 à 32 % en 2020, même si une partie de ces progrès a été perdue par la suite en raison de crises et de chocs. Par ailleurs, les progrès technologiques dans des secteurs tels que l'argent mobile ont transformé l'inclusion financière et la communication sur tout le continent.

Cependant, en dépit de ces progrès, des obstacles importants entravent la poursuite des progrès vers le développement durable. Le déficit de capacité est l'un des principaux obstacles à la trajectoire de développement de l'Afrique. Cela se manifeste sous diverses formes, y compris des ressources humaines qualifiées limitées, des cadres institutionnels faibles et des ressources financières insuffisantes. En conséquence, de nombreux pays africains peinent à mettre en œuvre efficacement leurs plans, stratégies et politiques de développement, ce qui entrave leur capacité à traduire les visions nationales en améliorations tangibles pour leurs citoyens.

Cette note d'orientation vise à relever ce défi critique en décrivant les principales priorités de développement des capacités qui sont essentielles pour propulser le développement durable de l'Afrique. En s'appuyant sur diverses évaluations du développement des capacités, y compris une étude approfondie menée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) en 2022, ce document identifie six domaines d'intérêt : développement du capital humain, bonne gouvernance, finance et mobilisation des ressources, développement des infrastructures, commerce et intégration régionale, l'environnement et le changement climatique.



Priorités de développement des capacités pour les pays africains

Développement du capital humain

Investir dans le développement du capital humain, englobant l'éducation, la santé et les compétences, est essentiel à la transformation économique et sociale de l'Afrique. Une main-d'œuvre qualifiée et en bonne santé alimente la croissance économique, favorise l'inclusion sociale, réduit la pauvreté et améliore le bien-être général. Cependant, des défis importants entravent les progrès de l'Afrique dans ce domaine crucial. L'indice du capital humain (HCI) de la Banque mondiale dresse un tableau inquiétant en 2020, avec un score de 0,40 pour l'Afrique subsaharienne, bien en dessous de la moyenne mondiale de 0,56. Cela se traduit par un écart d'apprentissage de 5,3 ans et un écart de revenus de 54 % par rapport à un travailleur potentiel ayant une éducation complète et une bonne santé.

Les principaux défis en matière de développement des capacités sont les suivants :

- **Inadéquation des compétences** : alors que le niveau d'éducation s'améliore, il existe un décalage flagrant entre les compétences que possèdent les diplômés et les exigences du marché du travail. Un rapport de la Banque africaine de développement (BAD) souligne que près de 70 % des employeurs en Afrique ont du mal à trouver des travailleurs possédant les compétences dont ils ont besoin. Ce déficit de compétences aigu est particulièrement prononcé dans les domaines techniques tels que l'ingénierie, les technologies de l'information et la science des données, cruciaux pour stimuler la diversification économique et le progrès technologique de l'Afrique. Ce défi découle de plusieurs facteurs, notamment des programmes d'études obsolètes, un engagement limité de l'industrie dans l'éducation et une orientation professionnelle inadéquate.
- **Qualité insuffisante de l'éducation** : malgré les progrès réalisés dans les taux de scolarisation, la qualité de l'éducation reste une préoccupation majeure. Les résultats d'apprentissage sont souvent médiocres, de nombreux étudiants obtenant leur diplôme sans posséder les compétences de base nécessaires. Un rapport de l'UNESCO révèle que seulement 20 % des élèves du primaire en Afrique subsaharienne atteignent un niveau minimum de compétence en lecture. Cela entrave leur capacité à progresser vers l'enseignement supérieur et à acquérir des compétences pertinentes pour le marché du travail. Des méthodes d'enseignement inefficaces, des classes surchargées et un manque de ressources contribuent à ce défi, limitant le potentiel des élèves et perpétuant le cycle de la sous-performance.
- **Investissement limité dans le développement de la petite enfance (DPE)** : investir dans le DPE est crucial pour construire une base solide pour l'apprentissage tout au long de la vie et le potentiel futur. Cependant, les programmes de DPE restent sous-financés et inaccessibles pour de nombreux enfants africains. La Banque mondiale estime que seulement 10 % des enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne bénéficient de programmes organisés d'apprentissage préscolaire. Cette opportunité manquée dès les

premiers stades critiques a des conséquences à long terme sur le développement cognitif et l'employabilité future. Le financement gouvernemental limité, associé au manque de sensibilisation à l'importance du DPE, exacerbe ce problème.

Bonne gouvernance

Une gouvernance efficace est la pierre angulaire du développement durable et du progrès dans toute nation. Il sous-tend la croissance économique, l'équité sociale et l'État de droit, favorisant un environnement propice à la paix, à la sécurité et à la stabilité. En Afrique, cependant, les défis liés à la bonne gouvernance constituent un obstacle important à la réalisation de ces objectifs.

L'état actuel de la gouvernance en Afrique dresse un tableau mitigé. Alors que certains pays ont fait des progrès louables dans le renforcement des institutions démocratiques et le respect de l'État de droit, d'autres restent aux prises avec la corruption, la faiblesse des mécanismes de responsabilisation et une participation citoyenne limitée. Selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique, le score moyen de l'Afrique subsaharienne en 2022 était de 48,8 (sur 100), ce qui indique une marge d'amélioration significative. Cet environnement de gouvernance faible est souvent lié aux questions de paix, de sécurité et de stabilité. Les États fragiles, dotés d'une prestation de services publics inadéquate, d'un accès limité à la justice et d'une corruption généralisée, sont plus susceptibles aux conflits, à l'insécurité et à la radicalisation, créant ainsi un cercle vicieux qui entrave les efforts de développement.

Plusieurs défis interconnectés en matière de développement des capacités contribuent à l'état actuel de la gouvernance en Afrique :

- **Développement inadéquat des politiques et des cadres réglementaires** : De nombreux pays africains ont du mal à formuler des politiques publiques efficaces et à établir des cadres réglementaires solides qui guident les programmes de développement et garantissent la transparence et la responsabilité. Cela découle souvent d'une expertise technique limitée, d'une faible capacité institutionnelle et d'un manque d'engagement des parties prenantes dans le processus d'élaboration des politiques.
- **Faiblesse de l'état de droit et des mécanismes de responsabilisation** : le respect de l'état de droit et la garantie de mécanismes de responsabilisation efficaces sont essentiels pour dissuader la corruption et promouvoir la bonne gouvernance. Cependant, la faiblesse des systèmes judiciaires, l'insuffisance des capacités d'application de la loi et les mécanismes de contrôle limités entravent souvent les progrès dans ces domaines. Cela crée un environnement propice à l'impunité, érodant la confiance du public et entravant le développement durable.
- **Participation limitée des citoyens et inclusion politique** : Une participation significative des citoyens et des processus politiques inclusifs sont essentiels pour garantir que la gouvernance reflète les besoins et les aspirations de la population. Cependant, l'engagement civique limité, l'exclusion des groupes marginalisés et la faiblesse des systèmes électoraux entravent souvent ces aspects de la bonne gouvernance. Cela peut entraîner une instabilité politique, des troubles sociaux et, en fin de compte, entraver les efforts de développement.

Mobilisation des finances et des ressources

Une mobilisation efficace et durable des finances et des ressources est la pierre angulaire du développement de l'Afrique. Elles fournissent les ressources nécessaires pour investir dans

des domaines critiques tels que les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et la protection sociale, favorisant ainsi la croissance économique, réduisant la pauvreté et améliorant la vie de millions de personnes. Cependant, plusieurs défis en matière de développement des capacités entravent la capacité de l'Afrique à mobiliser et à gérer efficacement ses ressources financières.

L'état actuel de la mobilisation des finances et des ressources en Afrique présente un tableau complexe. Même si certains pays ont réalisé des progrès louables ces dernières années, d'importants défis persistent sur tout le continent. L'un des problèmes clés est la faiblesse de l'effort fiscal. Selon la Banque africaine de développement, le ratio moyen impôts/PIB en Afrique est de 15,2 %, ce qui est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 25 %. Cela se traduit par une génération limitée de revenus intérieurs, limitant l'espace budgétaire dont disposent les gouvernements pour financer les programmes et les investissements publics.

La mobilisation des finances et des ressources sur le continent est confrontée à divers défis en matière de développement des capacités.

- **Capacité institutionnelle limitée** : De nombreux pays africains sont confrontés à des institutions nationales faibles avec une capacité limitée en matière de collecte efficace des impôts et de mobilisation des ressources. La Banque mondiale estime que 40 % des recettes fiscales en Afrique subsaharienne sont perdues à cause de l'inefficacité et de la corruption. Cela inclut des ressources humaines inadéquates, une infrastructure technologique obsolète et des procédures bureaucratiques complexes. Ces limitations entravent la capacité des gouvernements à identifier et enregistrer les contribuables, à appliquer les lois fiscales et à collecter efficacement les impôts.
- **Faiblesse de la gestion et de la gouvernance des finances publiques** : les inefficacités et les faiblesses des systèmes de gestion des finances publiques (GFP) constituent un autre défi important. L'indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International révèle que plus de la moitié des pays africains ont un score inférieur à 45 sur une échelle de 0 (très corrompu) à 100 (très propre). Cela indique une prévalence généralisée de la corruption et des mécanismes de responsabilisation faibles, qui érodent la confiance du public, découragent les investissements et, en fin de compte, entravent les efforts de développement durable.
- **Diversification limitée des sources de revenus** : le recours à une assiette fiscale étroite, souvent fortement concentrée sur l'extraction des ressources ou les taxes commerciales, rend les économies africaines vulnérables aux chocs externes et aux fluctuations des prix des matières premières. Le Forum africain de politique fiscale rapporte que les rentes tirées des ressources représentent plus de 70 % des recettes publiques dans certains pays africains. Ce manque de diversification expose les gouvernements à la volatilité des revenus et limite leur capacité à générer des flux de revenus prévisibles et durables.
- **Une gestion inefficace des dépenses publiques** : L'affectation et l'utilisation inefficaces des ressources publiques exacerbent encore les problèmes. La Banque africaine de développement estime que jusqu'à 30 % des dépenses publiques en Afrique sont perdues en raison de la mauvaise gestion et de la corruption. Cela peut impliquer de mauvaises pratiques budgétaires, une hiérarchisation inadéquate et des mécanismes de suivi et d'évaluation faibles. Ces inefficacités conduisent à une mauvaise affectation des ressources, ce qui entrave leur impact sur les résultats du développement.

Développement des infrastructures

Le développement des infrastructures est crucial pour le progrès de l'Afrique, car il soutient la croissance économique, renforce la connectivité et améliore la qualité de vie de sa population en croissance rapide. Le boom démographique du continent, avec de nombreux pays qui ont vu leur population doubler au cours des dernières décennies, couplé à une transformation économique motivée par la demande mondiale pour ses ressources naturelles, nécessite un réseau d'infrastructures robuste et moderne pour soutenir et accélérer la croissance.

Cependant, l'état actuel des infrastructures en Afrique présente un tableau mitigé. Même si des progrès notables ont été réalisés dans des secteurs tels que les télécommunications, où l'Afrique est devenue l'un des marchés de téléphonie mobile à la croissance la plus rapide au monde, d'autres domaines sont à la traîne. Les infrastructures de transport, notamment les routes, les chemins de fer et les ports, restent souvent obsolètes et mal entretenues, ce qui entraîne une augmentation des coûts commerciaux et une accessibilité limitée. Le secteur de l'énergie est également confronté à des défis, avec de grandes disparités dans l'accès à l'électricité à travers le continent, ce qui a de graves conséquences sur le potentiel de développement des communautés urbaines et rurales. Ces problèmes sont aggravés par un important déficit de financement des infrastructures, estimé à 170 milliards de dollars par an par la Banque africaine de développement.

Plusieurs défis interconnectés en matière de capacités contribuent à l'état actuel du développement des infrastructures en Afrique :

- **Main-d'œuvre qualifiée limitée** : remédier à la pénurie d'ingénieurs, de planificateurs et de chefs de projet qualifiés constitue un goulot d'étranglement critique. La nature complexe des projets d'infrastructures modernes exige une main-d'œuvre qualifiée dotée d'une expertise technique, de compétences en gestion de projet et d'une connaissance des technologies émergentes. Cependant, de nombreux pays africains sont confrontés à un déficit de compétences dans ces domaines cruciaux, ce qui entrave leur capacité à planifier, mettre en œuvre et gérer efficacement des projets d'infrastructure à grande échelle.
- **Financement inadéquat** : Pour combler l'important déficit de financement des infrastructures, estimé à 170 milliards de dollars par an par la Banque africaine de développement, il faut des mécanismes de financement innovants. Même si les sources traditionnelles comme le financement public jouent un rôle, la génération limitée de revenus intérieurs dans de nombreux pays africains nécessite d'explorer des options alternatives. Cela comprend les partenariats public-privé (PPP), tirer parti des envois de fonds de la diaspora et attirer les investissements directs étrangers. Cependant, des procédures bureaucratiques complexes, une faible capacité institutionnelle et des risques d'investissement perçus entravent souvent l'utilisation efficace de ces mécanismes de financement alternatifs.
- **Maintenance et gouvernance inefficaces** : Un entretien inadéquat des actifs d'infrastructure existants entraîne une détérioration rapide, ce qui nécessite des réparations coûteuses ou des remplacements complets. Cela raccourcit la durée de vie des infrastructures et détourne les ressources des nouveaux projets de développement. En outre, la faiblesse des cadres de gouvernance, la corruption et le manque de transparence dans les processus de passation des marchés peuvent entraver davantage l'affectation efficace des ressources et la mise en œuvre des projets.

- **Fardeau élevé de la dette** : De nombreux gouvernements africains sont confrontés à des ratios dette-PIB élevés, ce qui limite leur marge de manœuvre budgétaire pour investir dans de nouveaux projets d'infrastructure et de maintenance. Cela crée un cercle vicieux où une infrastructure inadéquate entrave la croissance économique, ce qui rend difficile la production des revenus nécessaires pour s'attaquer au fardeau de la dette et investir dans le développement.

Commerce et intégration régionale

Le commerce et l'intégration régionale recèlent un immense potentiel pour propulser la croissance économique et le développement de l'Afrique. En favorisant des liens économiques plus étroits, ils peuvent stimuler le commerce intra-africain, attirer les investissements étrangers et créer un marché plus vaste et plus compétitif. Cependant, malgré des efforts importants, les progrès vers une intégration régionale plus approfondie restent lents et inégaux en raison de plusieurs défis de capacité interconnectés.

L'état actuel du commerce et de l'intégration régionale en Afrique présente un tableau mitigé. Même si le continent compte de nombreuses communautés économiques régionales et a lancé une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le commerce intra-régional reste nettement inférieur à celui des autres régions. Il est alarmant de constater que le commerce intra-régional en Afrique ne représente qu'environ 15 % du commerce total, contre plus de 50 % dans des régions comme l'Europe et l'Asie. Cette forte disparité met en évidence l'intégration économique limitée au sein de l'Afrique.

En outre, la dépendance à l'égard d'une gamme restreinte d'exportations pose un défi de taille. Les trois principaux produits d'exportation représentent plus de 50 % des exportations totales dans plus de la moitié des pays africains, selon la Banque mondiale. Cette dépendance excessive à l'égard des matières premières, telles que le pétrole, les minéraux et les produits agricoles, rend les économies africaines vulnérables aux fluctuations des prix et entrave leur capacité à se diversifier et à participer à des chaînes de valeur mondiales complexes. Cela se reflète également dans la faible part de la valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique, qui s'élève à environ 10 %, contre une moyenne mondiale d'environ 16 %.

Ces chiffres inquiétants soulignent l'urgence de s'attaquer aux principaux problèmes de capacité qui entravent le commerce et l'intégration régionale en Afrique :

- **Capacité de production limitée** : de nombreux pays africains manquent de l'infrastructure industrielle et de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour produire une gamme plus large de biens compétitifs. Ce déficit de compétences entrave leur capacité à diversifier leurs exportations et à participer à des processus de fabrication complexes.
- **Faible capacité institutionnelle** : des cadres institutionnels inadéquats et une expertise limitée en matière de formulation, de négociation et de mise en œuvre des politiques commerciales entravent l'efficacité des efforts d'intégration régionale. Cela inclut des administrations douanières faibles, des cadres réglementaires inefficaces et des mécanismes de facilitation des échanges inadéquats.
- **Infrastructure fragmentée** : la médiocrité des infrastructures de transport, de communication et d'énergie crée d'importants obstacles au commerce. Des réseaux logistiques inadéquats, des procédures douanières longues et une alimentation électrique peu fiable augmentent les coûts du commerce et découragent le commerce transfrontalier.

- **Accès limité au financement** : L'accès au financement pour les activités liées au commerce, telles que le fonds de roulement et le crédit à l'exportation, reste un défi important pour de nombreuses entreprises africaines, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME). Cela entrave leur capacité à participer au commerce régional et mondial.

Environnement et changement climatique

L'Afrique est confrontée à un défi unique et complexe, à l'intersection de l'environnement et du changement climatique. Alors que le continent est doté de riches ressources naturelles et d'écosystèmes diversifiés, il subit également de plein fouet les conséquences de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. La résolution de ces problèmes interdépendants nécessite une action urgente et un solide développement des capacités pour garantir un avenir durable à l'Afrique.

L'état de l'environnement et du changement climatique en Afrique présente un tableau préoccupant. Le continent est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique, connaissant une hausse des températures, des précipitations irrégulières et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents tels que les sécheresses, les inondations et les cyclones. Ces changements ont des conséquences dévastatrices, conduisant à la dégradation des terres, à la pénurie d'eau, à l'insécurité alimentaire et aux déplacements, mettant encore davantage en péril les moyens de subsistance et exacerbant les vulnérabilités existantes.

En outre, la dégradation de l'environnement, provoquée par des facteurs tels que la déforestation, les pratiques non durables d'utilisation des terres et la pollution, constitue une menace importante. Ces problèmes contribuent non seulement au changement climatique, mais compromettent également les services éco systémiques essentiels à la sécurité alimentaire, aux ressources en eau et à la biodiversité. La dégradation des ressources naturelles peut également alimenter des conflits autour de ressources rares, créant ainsi un cercle vicieux d'instabilité environnementale, sociale et économique.

Plusieurs défis majeurs en matière de capacités entravent une action efficace sur l'environnement et le changement climatique en Afrique :

- **Expertise technique limitée** : Relever les défis environnementaux et climatiques complexes nécessite une main-d'œuvre qualifiée dotée de connaissances scientifiques, de capacités d'analyse de données et d'une expertise en matière d'élaboration de politiques. Cependant, de nombreux pays africains manquent des ressources humaines nécessaires pour gérer efficacement leurs ressources naturelles, mener des évaluations des risques climatiques et mettre en œuvre des stratégies de développement durable.
- **Capacité institutionnelle inadéquate** : des institutions faibles, dotées de ressources limitées et de structures de gouvernance fragmentées, ont souvent du mal à appliquer efficacement les réglementations environnementales, à promouvoir des pratiques durables et à coordonner les efforts d'adaptation au changement climatique. Cela entrave les progrès dans la mise en œuvre des politiques environnementales et la réalisation d'une durabilité environnementale à long terme.
- **Accès limité au financement** : la mobilisation de ressources financières adéquates est cruciale pour investir dans les énergies renouvelables, les infrastructures résilientes au climat et les initiatives de restauration des écosystèmes. Cependant, de nombreux pays africains sont confrontés à des ressources nationales limitées et à des procédures bureaucratiques complexes,

ce qui rend difficile l'accès au financement international du climat et aux investissements du secteur privé.



Principales recommandations politiques

Investir dans le développement global du capital humain. Cette approche implique de donner la priorité à l'expansion de programmes de développement de la petite enfance de qualité, en particulier dans les régions mal desservies, grâce à un financement gouvernemental accru et à des efforts de renforcement des capacités des éducateurs. En outre, il est essentiel d'aligner les programmes d'enseignement sur les besoins changeants du marché du travail, en collaboration avec des experts du secteur, pour garantir que les diplômés soient adéquatement préparés aux opportunités d'emploi. Le renforcement des programmes de formation des enseignants pour mettre l'accent sur les compétences pédagogiques, l'intégration technologique et les méthodes d'enseignement basées sur les données améliore encore la qualité de l'éducation. De plus, il est essentiel de favoriser la collaboration entre les établissements d'enseignement et les industries pour combler le déficit de compétences grâce à des programmes d'apprentissage intégré au travail, des stages et des initiatives de formation professionnelle sur mesure.

Pour promouvoir la bonne gouvernance en Afrique, il est impératif de mettre en œuvre des réformes globales sur divers fronts. Cela implique de favoriser les processus participatifs d'élaboration des politiques en impliquant des parties prenantes telles que la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. Le renforcement d'élaboration des politiques et de cadres réglementaires nécessite des programmes de formation ciblés et des initiatives de partage des connaissances pour améliorer l'expertise technique au sein des institutions gouvernementales, tout en garantissant la transparence et la responsabilité grâce à de solides mécanismes de suivi et d'évaluation. Faire respecter l'état de droit et la responsabilisation implique d'investir dans l'infrastructure judiciaire, de former les juges et les procureurs et d'améliorer les capacités d'application de la loi tout en établissant des mécanismes anti-corruption efficaces. En outre, promouvoir la participation citoyenne et l'inclusion politique implique de soutenir les organisations de la société civile, de faciliter le dialogue citoyen et de lutter contre les pratiques discriminatoires, ainsi que de renforcer les systèmes électoraux grâce à des investissements dans l'éducation des électeurs et des processus d'inscription transparents.

Élargir l'assiette fiscale, améliorer l'efficacité du recouvrement et renforcer la transparence et la responsabilité des dépenses publiques. Pour renforcer la mobilisation des finances et des ressources en Afrique, une approche à deux volets est recommandée. Premièrement, élargir l'assiette fiscale grâce à des réformes progressives ciblant les riches et les revenus élevés tout en garantissant l'équité et l'efficacité. Investir dans la technologie, rationaliser les procédures et combattre l'évasion fiscale en renforçant la capacité de l'administration fiscale pour améliorer l'efficacité du recouvrement. Deuxièmement, améliorer la transparence et la responsabilité dans les dépenses publiques en mettant en œuvre une budgétisation basée sur les performances, en renforçant les audits internes et en publiant régulièrement des rapports financiers. De plus, adopter des pratiques budgétaires efficaces grâce à des analyses coûts-avantages et prioriser l'allocation des ressources en fonction des besoins de développement. Enfin, mettre en œuvre des mécanismes robustes de suivi et d'évaluation pour suivre l'impact des dépenses publiques et garantir la responsabilité des résultats. Cette approche globale garantira une gestion financière durable et responsable pour le développement de l'Afrique.

Investir dans les compétences en matière d'infrastructures, explorer les PPP et les envois de fonds de la diaspora, et créer un environnement d'investissement attrayant pour combler le fossé de l'Afrique. Pour combler le déficit critique d'infrastructures qui entrave le développement de l'Afrique, une approche multidimensionnelle est nécessaire. Premièrement, il est crucial d'investir dans le développement des compétences. Cela implique de renforcer les programmes de formation des ingénieurs, des planificateurs et des chefs de projet, en les dotant de compétences spécialisées pertinentes pour le développement des infrastructures modernes. Ces compétences doivent englober des pratiques de construction durables, des méthodologies de gestion de projet de pointe et l'utilisation efficace de technologies innovantes. Deuxièmement, il est essentiel d'explorer des mécanismes de financement innovants. Cela nécessite de renforcer les capacités des institutions gouvernementales pour développer et mettre en œuvre efficacement des modèles de partenariats public-privé (PPP). De plus, il est crucial d'attirer les investissements du secteur privé. Cela peut être réalisé en créant un environnement d'investissement favorable caractérisé par des réglementations claires, des procédures rationalisées et des cadres juridiques solides qui atténuent les risques et favorisent la confiance des investisseurs. En outre, tirer parti des envois de fonds de la diaspora présente une opportunité significative. La mise en place de mécanismes pour canaliser ces ressources vers des projets d'infrastructure peut fournir une source de financement stable et durable.

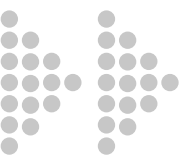
Développer les capacités pour libérer le plein potentiel de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le développement de l'expertise est primordial. Il sera essentiel de doter les fonctionnaires gouvernementaux des connaissances et des compétences nécessaires grâce à des programmes de formation spécialisés et à l'établissement de centres d'excellence consacrés aux questions commerciales. Cela leur permettra de formuler, de négocier et de mettre en œuvre efficacement des politiques commerciales dans le cadre de la ZLECAf. En outre, l'amélioration de l'efficacité douanière est cruciale. Investir dans des technologies modernes, rationaliser les procédures et harmoniser les réglementations entre les blocs régionaux réduira considérablement les obstacles au commerce et accélérera la circulation des marchandises au sein de la ZLECAf. Cela créera un environnement plus harmonieux et propice pour que les entreprises puissent fonctionner et contribuer à la croissance économique régionale.

Investir dans le développement des compétences vertes et renforcer les institutions environnementales. Doter les individus des connaissances et de l'expertise nécessaires pour s'attaquer aux problèmes environnementaux exige des programmes de formation ciblés dans des domaines comme les énergies renouvelables, la gestion durable des ressources et l'adaptation aux changements climatiques. En outre, la promotion de l'éducation environnementale à tous les niveaux favorisera des pratiques responsables et sensibilisera la population, créant ainsi une population plus consciente de l'environnement.

Par ailleurs, le renforcement des institutions environnementales est crucial. Il s'agit de renforcer les capacités des agences environnementales grâce à la formation des régulateurs, à l'investissement dans des équipements de surveillance et d'application et à la mise en place de systèmes efficaces de collecte et de gestion des données. En outre, favoriser la collaboration entre les agences gouvernementales, la société civile et le secteur privé par le biais de plateformes multipartites garantira une action climatique globale et coordonnée. En adoptant ces stratégies, l'Afrique peut autonomiser sa main-d'œuvre, renforcer la gouvernance environnementale et renforcer sa résilience face aux défis environnementaux, ouvrant ainsi la voie à un avenir durable et prospère.

Une approche globale du développement des capacités est cruciale. Bien que chaque recommandation porte sur un domaine spécifique, leur véritable impact réside dans leur interdépendance. Les investissements dans l'éducation responsabilisent les citoyens, favorisent la bonne gouvernance et attirent les investissements dans les infrastructures et la protection de

l'environnement. Une gestion financière efficace alimente ces secteurs, tandis que la transparence renforce la confiance dans les institutions. De même, le succès de la ZLECAf repose sur une main-d'œuvre qualifiée, une facilitation efficace des échanges et des infrastructures durables. Relever les défis environnementaux grâce à des compétences vertes et à des institutions solides contribue à un environnement sain qui soutient le développement du capital humain. Cette synergie nécessite une collaboration intersectorielle, une élaboration de politiques intégrées et un engagement à long terme. En adoptant cette approche holistique, les nations africaines peuvent maximiser leurs ressources, relever des défis complexes de manière globale et, à terme, parvenir à un développement durable et inclusif pour tous.



Remerciements

Ces notes d'orientation ont été élaborées avec le soutien du Dr Frejus Thoto en collaboration avec le personnel de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Les opinions exprimées dans cette note et le document sous-jacent sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues de l'ACBF.



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development | Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

**THE AFRICAN CAPACITY BUILDING
FOUNDATION (ACBF HEAD OFFICE)**

2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe
Tel: (+263-242) 304663, 332002
Cell: +263 772 185 308 - 10
E-mail: root@acbf-pact.org

**ACBF REGIONAL OFFICE,
WEST & CENTRAL AFRICA**

3rd Floor, The Rhombus, Plot 24 Tumu Street,
Kanda Estates, Accra, Ghana
Tel : +233 540122013
E-mail : accra@acbf-pact.org

**ACBF REGIONAL OFFICE,
EAST & SOUTHERN AFRICA**

ACK Garden House, 2nd Floor, 1st Ngong Ave, Nairobi, Kenya
Tel: +254 (20) 5160052
Cell: +254 727 116 276
E-mail: nairobi@acbf-pact.org

 www.acbf-pact.org